

**DECLARATION DE MARCEL A. BOISARD,
SOUS-SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES
ET DIRECTEUR GENERAL DE L'UNITAR,
DEVANT LE SOMMET MONDIAL SUR LA SOCIETE DE L'INFORMATION
(Genève, le 11 décembre 2003)**

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs, chers collègues,

L'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) s'est fortement mobilisé dans la préparation de ce Sommet Mondial. J'ai eu l'honneur de présider une Table Ronde sur le renforcement des capacités, lors de la Deuxième Conférence préparatoire. Je ne vais pas présenter, ici, un rapport d'activités. Nous avons d'ailleurs établi, dans ces murs, un stand où nous montrons les différentes facettes de nos opérations de formation.

Sur la base de ces expériences concrètes et à la lumière de notre réflexion continue sur la formation et le renforcement des capacités, je souhaite partager, avec vous, la grande satisfaction et les nombreux espoirs que suscite la tenue de cet important Sommet Mondial.

Une grande satisfaction car l'UNITAR qui, considérant qu'Internet et les NTIC étaient, avant tout, "une chance pour le Sud", s'est engagé, depuis près de dix ans, dans des actions visant à associer les pays en développement à la révolution de l'information.

De nombreux espoirs car cette reconnaissance de l'importance des NTIC pour le développement indiquait que la communauté internationale plaçait la diffusion des savoirs au premier rang de ses préoccupations. Diffusion des savoirs et renforcement des capacités sont l'essence même de la mission de l'UNITAR.

Internet est, avant tout, un vecteur de savoirs, un extraordinaire outil de formation. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la plus grande part des

connaissances contemporaines est accessible depuis toutes les régions du monde. Il ne s'agit pas de nier la fracture numérique, mais de constater un fait : le cyberspace est un espace public mondial du savoir qu'il faut mettre à la disposition des peuples.

La première action à entreprendre à cet effet est la formation. Il convient de renforcer les dispositifs actuels de formation en introduisant les NTIC dans tous les cursus universitaires. Il faut développer les compétences locales, sans lesquelles l'appropriation des NTIC n'est qu'un leurre; la société de l'information ne peut se passer de savoir-faire locaux, de spécialistes qui baignent dans la culture du pays. Le cyberspace doit se "civiliser", si vous me permettez l'expression.

La deuxième mesure est de faciliter l'accès aux savoirs, il n'y a pas de formation sans livre. Et ceux-ci sont, de nos jours, sur Internet. Il faut multiplier les cyberbibliothèques publiques. Elles constituent la base d'une nouvelle vague d'alphabétisation, qui représente l'arme la plus efficace de lutte contre la pauvreté et en faveur de la démocratie. En outre et sans chercher à remplacer le maître par la machine, il ne faut pas négliger les fantastiques possibilités de la formation en ligne (e-learning).

La troisième démarche touche à la dynamique sociale et politique qui doit encourager la société à s'engager dans cette nouvelle modernité. La e-démocratie et le e-gouvernement offrent de nouvelles perspectives de participation des citoyens, notamment au niveau local. Cette nouvelle donne est de nature à insuffler cette dynamique sociale et politique. L'atelier sur la démocratie électronique auquel je viens de participer, aujourd'hui et dans ces lieux, comme le sommet mondial des villes et pouvoirs locaux qui s'est tenu à Lyon la semaine dernière, ont montré à quel point cette dynamique était en marche dans de nombreux pays, sur tous les continents.

Je vous remercie de votre attention.